BULLETIN ŒCUMENIQUE


N° 6 / SEPTEMBRE 1990
PARAIT 8 FOIS PAR AN



A l'Orient et à l'Occident...

J'écris cet article le 30 août. Vous le lirez autour du 30 septembre...

30 août: Saddam Hussein vient d'accorder des visas de sortie aux femmes et aux enfants. Les forces navales s'accumulent de jour en jour dans le Golfe. En ce moment même, M. De Cuellar rencontre le chef de la diplomatie irakienne... Voilà, vous vous souvenez?

Et moi: comment savoir à quoi ressemblera le monde, dans un mois?

Pourtant, impossible de ne pas profiter de mon petit espace pour vous dire les deux-trois choses qui me brûlent les lèvres.

Tout d'abord: la certitude que la guerre n'est jamais un moyen de régler les problèmes. Que «gagner la guerre» ne suffit jamais à «gagner la paix», seul vrai enjeu. Même au prix du pire, du génocide: voyez les Arméniens, les Juifs, les Indiens d'Amérique... Tous ceux qui ont voulu se débarrasser d'eux au prix d'une «solution finale» en ont été pour leurs frais, énormément de frais...

Aussi: Que massacrer des civils est toujours scandaleux. C'est vrai tant des populations irakiennes que des otages occidentaux. Se venger sur une personne – ou mille, ou un million – d'un désaccord avec son gouvernement, est ignoble quelles que soient les circonstances.

Aux Occidentaux, à tous ceux qui consomment le pétrole qu'ils ne produisent pas, et qui lisent et entendent jour après jour les délires guerriers de notre presse usuelle, je voudrais demander: ne voyez-vous pas qu'on vous peint le diable sur la muraille à traits quand même grossiers? Qu'on cherche à vous flanquer la frousse de l'Islam en remplacement de cet ancien «Mal»: le Communisme, qui n'effarouche plus personne?

A ceux qui ont choisi le camp de l'Irak, et qui peut-être liront ces lignes, j'ose demander: ne voyez-vous pas qu'on vous fait croire à une croisade des pauvres contre les riches, alors qu'il s'agit de sordides calculs d'intérêts dans lesquels vous n'intervenez, comme d'habitude, que comme chair à canon?



Vous voulez des détails? En voici quelques-uns, dans les limites de cette page et de ma connaissance rudimentaire du sujet.

Pour l'«Occident»: Comment expliquez-vous la fureur sacrée de vos dirigeants après l'invasion du Koweit, eux qui avaient si mollement réagi lorsqu'Israël envahit la Palestine, ou le Sud du Liban, ou le Golan syrien? Ou lorsque la Syrie investit le Liban? Ou lorsque les USA envahirent la Grenade, ou Panama? Ou lorsque la Chine annexa le Tibet? Refusez qu'on fasse deux poids, deux mesures; condamnez tout – ou rien!

Savez-vous que les régimes politiques du Koweit et de l'Arabie Séoudite sont des défis au bon sens autant qu'à la plus modeste des éthiques sociales? Qui croyez-vous défendre: des «populations», vraiment? Ou des élites? Ou des frontières? – Ces frontières fixées, à l'effondrement de l'Empire Ottoman (fin de la 1re guerre mondiale), bien moins pour satisfaire les peuples de la région que pour assurer les intérêts français et anglais?

Et comment expliquez-vous que Saddam Hussein soit brusquement appelé chez nous «dictateur»? En quoi l'est-il davantage aujourd'hui que lorsqu'il attaqua l'Iran, en 1980, et que tout l'Occident l'aidait à se surarmer, à se surendetter? Qui sème le vent... D'ailleurs, comment conciliez-vous l'image d'un dictateur avec les enthousiasmes qu'il suscite au sein des masses arabes? Comment expliquez-vous les centaines de milliers d'engagés volontaires aux côtés de M. Hussein?

Encore ceci: Ça ne vous gêne pas, vous, que la Turquie, «notre alliée» contre l'Irak, en profite pour massacrer mieux que jamais les Kurdes, déplaçant les populations restantes, arasant des dizaines de villages? Et que vos dirigeants, qui le savaient avant vous, se gardent bien de dénoncer ces monstruosités de peur que «notre alliée» ne change de camp?

Aux «pro-Irak» à présent, je voudrais demander: Trouvez-vous vraiment M. Hussein un héros présentable? Croyez-vous sincèrement qu'il se préoccupe de vos intérêts, de dignité, d'économie ou de religion? Est-ce pour eux qu'il a dû attaquer l'Iran avant-hier, les Kurdes de son territoire hier, le Koweit aujourd'hui? Envahir, en l'accusant de ladrerie, un voisin qui vous a prêté 15 milliards de dollars, ça ne vous semble pas curieux? Et si vous n'y réagissez pas, de quel droit alors prétendrez-vous désormais protester contre les occupations du Liban, de la Palestine, etc. (voir plus haut)? Et croyez-vous réellement que l'Irak serait un pays pauvre, n'était – justement – la politique ruineuse de M. Hussein? (Une tabelle parue en 83 montre encore un P.I.B. par habitant de 1820 dollars pour l'Irak, 1 fois et demi celui de la Jordanie, presque 2 fois et demi celui de l'Iran). Savez-vous, enfin, les massacres politiques (tout ce qui résiste!) perpétrés par M. Hussein? Le dernier connu étant celui des officiers qui refusèrent d'envahir le Koweit...

Je refuse ces fanatismes, je refuse ces identifications grossières, je refuse cette guerre idiote. J'affirme qu'à l'Ouest comme à l'Est, on se trompe – non: **on nous** trompe! – d'adversaire. Fortunes éhontées, misères innombrables, dénis de droit, politiques du bouc émissaire: voilà les ennemis qu'une lutte digne se trouve. Et pour se battre: des armes dignes aussi, celles de la solidarité agissante, des droits et devoirs de l'homme, de l'action non-violente.

Moi qui suis athée, je croyais que c'était ce qu'enseignaient, tant le Christianisme que l'Islam...

Philippe Beck

Auto-défense ou non-violence?

Les 20-21 octobre 1990, à Anières / Genève

Thème: Donner à qui s'effraie de la «violence aveugle» (agressions gratuites dans la rue, par exemple) des pistes de compréhension et d'action (autre qu'une «contre-violence» plus grande!).



Méthode: A partir des attentes et du vécu de chacun(e), on expérimentera des réactions diverses à des situations diverses, à l'aide de techniques à la portée de tous (jeux de rôles, théâtre-images, etc.).

Animation: Philippe Beck et une autre personne.

Prix: fr. 60.– à 120.– selon revenu, + pension (environ 40.–).

Renseignements et inscriptions: c/o Philippe Beck, Mont-d'Or 59, 1007 Lausanne. Tél. 021/26 25 05 de 10 h à 22 h.

?

Le Monde, 27.8.1990.

Le choix des Arabes *par Abdellatif Laâbi*

• *Abdellatif Laâbi est écrivain marocain.* •

DANS *le Monde* du 22 août, Me Théo Klein a appelé les Arabes, et parmi eux les intellectuels, à choisir clairement leur camp. Il leur demande d'avoir le courage de se dégager de leurs solidarités ethniques *« aveugles »* pour épouser le droit et la justice *« même contre leurs frères arabes »*.

Je répugne depuis longtemps à utiliser des termes aussi généraux et en même temps chargés idéologiquement que l'« Occident » et les « Arabes ». Car ces notions sont devenues pour moi plurielles. Je ne peux pas confondre l'Occident des Lumières et de la déclaration des droits de l'homme avec celui de la VIe flotte. Les Arabes sont autant de peuples, de cultures, de religions et de réalités différentes. Je ne peux pas mettre dans le même sac un tyran arabe quelconque et un martyr de la lutte pour la démocratie comme Mehdi Ben Barka.

Or, curieusement, ces distinctions ne sont plus de mise aujourd'hui. L'Occident se présente de nouveau comme un bloc monolithique, et les Arabes sont désignés en bloc tout aussi monolithique. Pourtant, chez beaucoup d'Arabes les idées et les attitudes ont bien évolué. Nos ouvertures sont devenues réelles ; et nos intolérances et nos enfermements moins pesants. Nous nous battons nous aussi pour le pluralisme, la démocratie, les droits de l'homme, un vrai dialogue entre les cultures, un rapport équitable entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, le Sud et le Sud... Mais nous vivons dans une sorte d'apocalypse permanente. Tout ce que la réalité arabe peut offrir de généreux, d'ouvert, de créateur est combattu par des régimes dont le seul souci est de pérenniser leur pouvoir et leurs intérêts égoïstes. Et ce qui nous fait parfois le plus mal, c'est de constater que *« l'Occident »* reste insensible à cette tragédie vécue au quotidien tout en s'accommodant, voire en soutenant, des classes dirigeantes qui étranglent la volonté et les aspirations de leurs peuples.

La direction politique de l'Irak est issue d'un coup d'Etat militaire. Elle a écrasé dans le sang toute velléité de volonté populaire, toute expression libre de la société civile. Des centaines d'opposants, parmi lesquels de nombreux intellectuels et écrivains, ont été assassinés sans autre forme de procès. Des milliers d'autres croupissent dans les prisons ou ont été contraints à l'exil.

Paternalisme et manichéisme

Nul besoin de parler de la guerre contre l'Iran. On sait ce qu'elle a coûté au peuple irakien pris collectivement en otage dans une guerre fratricide. Nul besoin de rappeler que la France a surarmé l'Irak tout au long de ce processus sanguinaire sans que la classe politique ou l'opinion publique s'en émeuvent. La longue lune de miel (vingt ans) franco-irakienne s'est rompue au moment où les intérêts géostratégiques et économiques de la France et du monde occidental ont été touchés. L'« ami » d'hier est devenu un autre Hitler. Même dans cette nouvelle situation, personne ne parle ici de la réalité des droits de l'homme en Irak, comme si le peuple irakien s'était transformé subitement en une masse informe de petits nazillons.

On vole au secours de l'Arabie saoudite, comme s'il s'agissait d'un havre de démocratie menacé par le bellicisme des dirigeants irakiens. Mais on ferme les yeux sur la réalité d'un pays où l'on coupe encore de nos jours la main du voleur, où on lapide à mort la femme adultère. Un pays où aucun droit démocratique n'est respecté et dont l'un des membres de la classe dirigeante peut se permettre de perdre des dizaines de millions de dollars en une soirée dans un casino de la Côte d'Azur. Aussi, quand les Etats-Unis et les autres pays occidentaux invoquent les droits des peuples et le droit international pour justifier leur intervention militaire en Arabie saoudite, ne sont-ils pas aussi cyniques que les dirigeants irakiens quand ceux-ci prétendent que les otages occidentaux sont des *« invités »* ? Ne trempent-ils pas dans les mêmes eaux froides du calcul égoïste ? Ne perpétuent-ils pas l'image de puissances-gendarmes instituant leurs droits comme le seul droit ?

Je dis cela en précisant haut et fort qu'il n'y a aucune illusion à se faire quant aux discours frelatés des dirigeants irakiens sur une prétendue renaissance de la « nation arabe » sous leur houlette. Que l'invasion et l'annexion du Koweït sont intolérables et irrecevables. Que la mise en situation d'otages des ressortissants occidentaux en Irak et au Koweït est un acte barbare. Et je prie, nuit et jour, en bon païen que je suis, pour que cette sale guerre annoncée n'éclate pas.

Ceux qui appellent les Arabes à choisir leur camp dans ce conflit font preuve d'un manichéisme et d'un paternalisme désolants. Car, que nous proposez-vous au juste sinon de choisir entre les agissements criminels de certains de nos dirigeants et les agissements non moins criminels du monde occidental quand ses intérêts sont menacés de par le monde ? Permettez-nous de choisir le terrain de ce que nous estimons être notre vrai combat : celui des droits de l'homme et de la démocratie dans nos pays respectifs, celui d'une moralisation de la vie internationale qui fera que les grands ne mangeront plus systématiquement les petits, que les riches n'appauvriront plus immanquablement les pauvres, celui d'un nouvel ordre éthique mondial où les valeurs universelles de l'Occident cesseront d'être un dogme pour permettre l'apport créateur des autres peuples de la planète.



Dragueur?

Cela faisait plusieurs jours
Qu'elle ne mangeait pratiquement rien
Dur. Dur.
Elle se balladait au bar-restaurant M.
Peut-être une assiette pas finie qui traîne...

Depuis un moment
Elle avait capté le regard d'un homme
Qui devait la regarder depuis un
moment
Il insiste...
Un dragueur...?
Je ne suis pas une curiosité
Attention ... méfiance

Le voilà maintenant
Qui arrive avec son assiette, «Il me vise vraiment...»
Elle se tire...
Mais il presse le pas...

«Mademoiselle»...
Excusez-moi,
Je vous regarde depuis un bon moment
(elle avait remarqué)
«J'ai l'impression que vous n'avez pas mangé
Depuis longtemps...
Ne me dites rien
Mais prenez cette assiette...»

Et bonne journée quand-même
(Dragueur...)

Après m'avoir raconté cette histoire
Elle a ajouté:
Ça fait plus de dix ans
Mais ça me donne encore de l'espoir...

Gilbert Zbären



THULA BABA, «Pleure pas mon bébé»

Alors que nous «fêtons» les événements de Soweto (16 juin 1976), que Mandela continue son périple et que la situation évolue en Afrique du Sud, nous découvrons à travers cet ouvrage la réalité, encore tristement actuelle, des conditions de vie des employées de maison noires chez les Blancs.

Ecrit par des employées de maison noire sud-africaines dans une classe d'alphabétisation, Thula Baba nous emmène dans l'univers de l'apartheid où règnent la misère, la peur, la séparation, l'exploitation.

Une situation dans laquelle l'amitié des femmes entre elles et le développement de réseaux de soutien sont de précieux moyens de survie.

88 pages, 57 photos, Frs 18.–.

Editions d'En Bas, Case 304, 1017 Lausanne 17,

tél. 021 / 23 39 18.





LA SPIRULINE, L'homme et la planète

Michka

Michka, navigatrice, écrivain, nutritionniste, jardinière, a trouvé dans la spiruline un champ d'étude qui débouche sur une vision véritablement holistique.

Extraordinaire spiruline!

Sa famille, celle des algues bleues, a transformé le monde stérile des origines en planète bleue, oasis de l'univers.

Depuis des temps immémoriaux, une peuplade africaine récolte cette nourriture de l'an 2000 qui contient deux fois plus de protéines que le soja et davantage de fer, de béta-carotène et d'acide gamma-linolénique que tout autre aliment.

Les Aztèques la mangeaient pour courir plus vite. Aux Etats-Unis, les champions olympiques en consomment, on la stocke dans les abris atomiques et sa culture est prévue dans les colonies spatiales.

Faim dans le monde, cancer, sida... cette algue du désert à son rôle à jouer dans les épreuves les plus fondamentales de notre temps. Pas plus grosse qu'un grain de poussière, elle est riche d'espoir pour la santé de l'individu comme pour la planète elle-même.

176 pages, recettes, adresses utiles, bibliographie, index, Frs 22.–

Georg Editeur, 46 ch. de la Mousse, 1225 Chêne-Bourg, Genève.

Fribourg-Contact, 2.8.1990.

Les défis du Père Noël

Ordonné prêtre en 1957, Noël Tinguely s'envole pour le Cameroun deux ans plus tard. A part de brefs congés en Europe tous les trente mois, il demeure et œuvre dans la brousse africaine d'où il doit être rapatrié d'urgence en 1978 pour être soigné d'une hépatite. En convalescence, il se consacre alors neuf ans à l'enseignement et puis, à la suite d'un concours de circonstances, il part en Haïti, pays qui a le douloureux privilège d'être le plus pauvre de l'hémisphère nord.

«Plusieurs choses me révoltent: l'injustice qui condamne l'innocent et sanctifie l'assassin, l'Eglise hiérarchique trop souvent compromise avec les oppresseurs; je suis également révolté contre cette société où les gosses n'ont que trois repas chauds par semaine, où tout un peuple vit dans l'insécurité totale et où le chômage est garanti; révolté enfin face à l'indifférence des médias qui se désintéressent d'Haïti qui, complètement dépouillée, n'a plus rien à donner à part un sol pour y déverser des déchets toxiques et une main-d'œuvre payée trois dollars par jour par les sociétés américaines... Mais d'un autre côté ma joie est immense, car je vais retrouver un peuple extraordinaire de foi et de courage. Croyez-moi: vivre le sort des pauvres est un privilège. Il ne faut pas oublier que mon bonheur est aussi toute l'affection et l'amitié que je reçois ici en Suisse de la part de tous ceux qui ne m'ont jamais abandonné.» En commentant les précieuses photos qui jalonnent son album, le Père Noël s'attarde sur un ou deux visages et il dissimule mal son émotion: **«Mon Eglise à moi, c'est celle de Jésus-Christ, celle des mal-aimés, des mal-foutus, des tordus, des crève-la-faim. Pas celle qui prétend que défendre les droits des pauvres est une action communiste et qui prêche contre la pilule au lieu de prêcher pour la multiplication des pains...»**

La Croix, 20.8.1990.

Jean-Paul II et Yamoussoukro

L'annonce de la prochaine bénédiction de la basilique de Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire, fait vivement réagir André Chuzeville, du Rhône :

Pour un « quidam » ignorant des réalités en Côte-d'Ivoire, cette information peut être bien accueillie, mais il n'en est pas de même lorsque l'on connaît tant soit peu la situation dramatique dans laquelle se trouve actuellement la très grosse majorité de la population ivoirienne.

En effet, il est très difficile d'admettre que le Pape puisse cautionner par sa bénédiction une construction pour le moins inopportune, inadaptée et quasiment inutile actuellement en Côte-d'Ivoire et *a fortiori* à Yamoussoukro. Elle ne sera jamais remplie. Chacun sait par ailleurs qu'elle relève essentiellement de l'orgueil démesuré et déplacé de son initiateur en mal de la folie des grandeurs.

Avec les sommes colossales englouties dans cette construction (plus de 80 milliards de nos centimes) que n'aurait-on pu réaliser de plus utile dans le temps présent?

Jésus n'est-il pas né dans une crèche et mort sur une potence dénudé, n'a-t-il pas pourfendu durant sa vie publique toutes les manifestations opulentes?

Par ailleurs, ne prie-t-on pas mieux dans une humble chapelle ou une simple église, voire devant une petite grotte que dans la basilique de Rome?

Le temps où rien n'est trop beau pour le Seigneur ou plutôt les seigneurs de l'Église, pendant que les populations dans leur majorité crèvent de faim, n'est-il pas définitivement révolu après Vatican II?

Enfin, en admettant – à la limite – que le président ivoirien ait voulu aider l'Église de son pays, n'aurait-on pas pu l'inciter à construire de nombreux et modestes lieux de culte là où ils n'existent pas? Certes, cela aurait été il est vrai beaucoup moins prestigieux et spectaculaire.

Pour en revenir au cautionnement du Pape, il est paradoxal que la promesse de construire un nouvel hôpital à proximité de la basilique ait suffit à emporter sa décision, lorsque l'on sait que sur l'ensemble du territoire ivoirien, hôpitaux et dispensaires manquent cruellement de l'essentiel des moyens nécessaires pour soigner convenablement les malades.

Que l'hôpital de Yopougon à proximité d'Abidjan n'a pu encore ouvrir ses portes aux malades, faute de moyens.

Alors pourquoi encourager la création d'un nouveau centre hospitalier, quand ceux qui existent ne peuvent fonctionner normalement ou ne peuvent bien souvent répondre à l'attente justifiée des malades que très partiellement, et souvent grâce aux médicaments ou fournitures collectés gracieusement en Europe et distribués de même sur place, aux soignantes ou soignants qui sont assez généralement dévoués et bénévoles, notamment dans la plupart des dispensaires tenus ou aidés par des communautés religieuses d'origine européenne.

Là encore, si le président dispose de ressources importantes, et il en a beaucoup selon la rumeur publique (voire même en Suisse), pourquoi l'encourager dans une nouvelle action de prestige personnel en fermant les yeux et les oreilles aux détresses urgentes ou aux cris d'une population en proie aux difficultés que l'on sait?

Enfin, lorsque le président Houphouët-Boigny déclare à la presse que la basilique était un cadeau personnel de sa famille à Dieu, comment comprendre qu'il ait pu la financer avec ses propres deniers, alors qu'il affirmait presque dans le même temps, au cours d'une conférence de presse internationale « qu'il n'y avait pas de milliardaires en Côte-d'Ivoire ».

Où est la vérité? D'où provient l'argent du financement? ■



Domaine Public, 24.5.1990.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Les projets de Rottweil (suite)

(*jd*) Dans DP 993, nous évoquions l'idée des services industriels de la ville allemande de Rottweil, de ne plus livrer aux abonnés de l'énergie primaire mais de la chaleur et de la lumière, de manière à pouvoir optimiser les processus de transformation. Une idée qui doit profiter au consommateur tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Cette idée ne constitue qu'un des volets d'une politique menée depuis plus de dix ans par les services industriels, qui ne se considèrent pas comme une simple entreprise de distribution d'eau, de gaz, d'électricité et de chaleur, mais comme une entreprise de services et de conseils aux usagers dont l'objectif est de diminuer la consommation d'énergie.

Ainsi, les SI ont réussi à diminuer la demande de pointe en équipant les compteurs d'électricité d'un système d'avertissement indiquant aux principaux consommateurs l'enclenchement du tarif élevé et permettant à ces derniers de réduire, ou même de renoncer à, leur consommation durant ces périodes.

Parallèlement, les SI de Rottweil ont développé la production autonome et décentralisée d'énergie: deux centrales hydroélectriques au fil de l'eau, une éolienne, des capteurs solaires. La principale production autonome d'électricité et de chaleur provient de dix-sept installations chaleur-force fonctionnant au gaz naturel et au biogaz (13,5% de la consommation électrique). L'intérêt principal de ce type de production réside dans son efficacité énergétique: 90% de l'énergie primaire est transformée en énergie utile alors que les grandes centrales classiques ne parvienne qu'à un taux de 35 à 40%.

Les SI projettent actuellement une centrale au bois qui fournira électricité et chaleur. A terme, la ville envisage l'implantation d'une forêt qui servira à l'alimentation de la centrale et à l'équilibrage du bilan de CO^2: les émissions de ce gaz correspondent à l'absorption effectuée par la forêt. ■

Le Monde, 16.8.1990.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :
la poursuite de l'agitation

Douze morts et des milliers d'arrestations au cours de la grève générale

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Douze personnes ont été tuées et plusieurs dizaines blessées au cours de la grève générale de deux jours qui a paralysé lundi 13 et mardi 14 août la République dominicaine à la suite de l'annonce d'un plan d'austérité. Le comité de grève, formé par les syndicats et les organisations de quartier, a annoncé, mardi soir, la suspension du mouvement.

Au nom du comité, la dirigeante, Virtudes Alvarez, a toutefois averti le gouvernement qu'une nouvelle grève, de soixante-douze heures cette fois, serait organisée dans quinze jours si la politique économique n'était pas modifiée *« dans le sens des revendications populaires »*. La responsable syndicale Nelsida Marmolejos a pour sa part exigé la libération des quelque six mille personnes qui, selon le comité de grève, ont été arrêtées par l'armée et la police au cours des deux derniers jours.

Un état de siège virtuel régnait mardi à la Ciènaga, un quartier pauvre au nord de Saint-Domingue où des dizaines de jeunes ont été *« tabassés »* avant d'être arrêtés. A Santiago, la deuxième ville du pays, une fillette de onze ans a été tuée d'une balle dans la tête, alors qu'elle se trouvait à l'intérieur de sa maison.

J.-M. C

Gazette de Lausanne, 16.7.1990.

AMÉRIQUE LATINE

71 MILLIONS DE PAUVRES EN PLUS EN VINGT ANS (Reuter). – Le nombre de pauvres en Amérique latine a augmenté de 71 millions en vingt ans, et correspond presque à la moitié de la population totale, déclare une commission des Nations Unies dans un rapport rendu public vendredi. Selon le rapport, réalisé par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 183 millions de personnes, soit 44% de la population actuelle de l'Amérique latine, vivent dans la pauvreté, état défini comme permettant seulement de subvenir aux besoins essentiels. Un cinquième de la population latino-américaine – soit 88 millions de personnes – vivaient en-dessous du seuil de la pauvreté l'an dernier. Ceux-là n'avaient pas même suffisamment d'argent pour acheter la nourriture de base nécessaire pour survivre.



Un monument pour fêter 1992

Le temps se rapproche où nous allons fêter le 500e anniversaire de l'arrivée des Espagnols sur cette terre qui deviendra l'Amérique latine. L'événement se prépare depuis de nombreux mois déjà. Permettez-moi d'y aller de ma petite proposition. Je suggère de marquer ces cinq siècles en érigeant un monument.

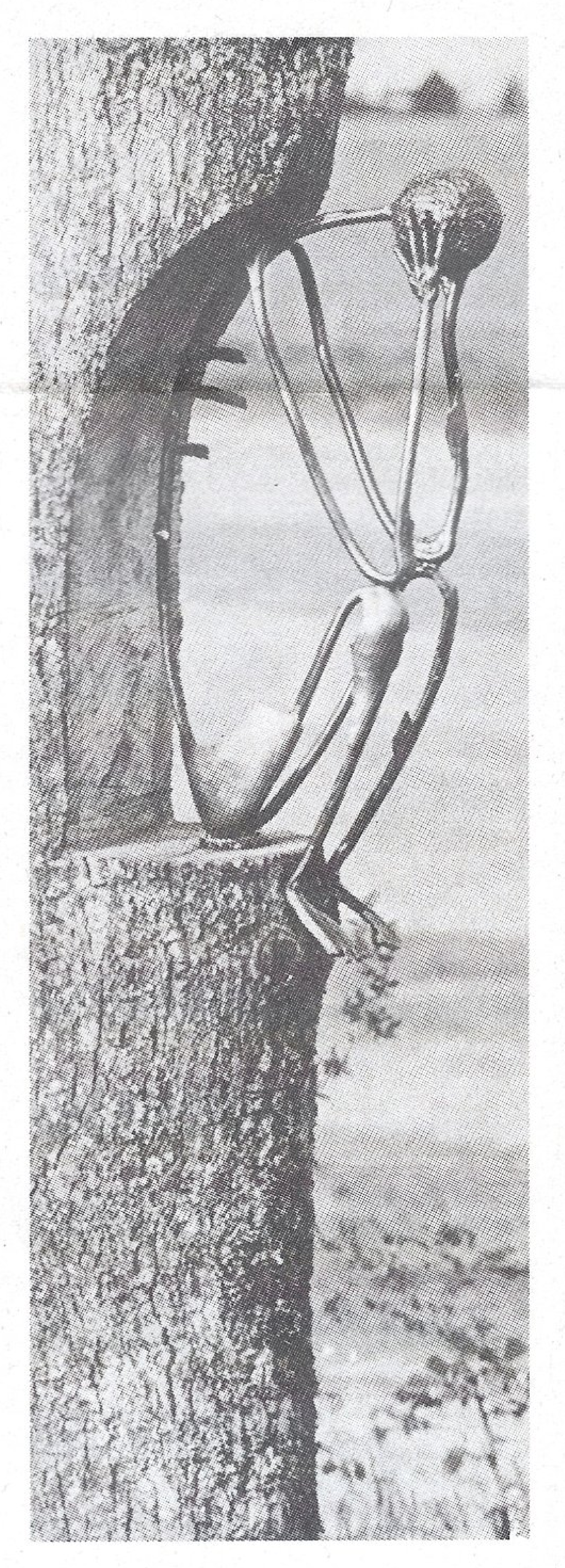
Certains me diront que ce n'est plus la mode et que, ces derniers temps, ils sont nombreux les monuments tombés de façon d'autant plus spectaculaire qu'ils paraissaient plus grandioses et capables de défier les siècles. (Même cette pauvre sentinelle des Rangiers qui en a perdu la tête.)

D'autres me suggèreront qu'«Interrogation» n'est pas le journal idéal pour célébrer avec triomphalisme la «découverte du Nouveau Monde». Et pourtant je maintiens ma proposition d'offrir, nous chrétiens d'Europe, un monument à nos frères d'Amérique latine.

Mais, bien sûr, pas n'importe quel monument. Celui auquel je pense, il ressemblerait à la stèle qui se trouve à Genève, au pied de la colline de Champel. Elle a été érigée au début du siècle à la mémoire de Michel Servet, le médecin condamné au bûcher en 1553 à cause de ses idées sur la trinité. Voilà ce que l'on peut lire sur la pierre. «*Fils respectueux et reconnaissants de Calvin notre grand réformateur mais condamnant une erreur qui fut celle de son siècle et fermement attachés à la liberté de conscience selon les vrais principes de la Réformation et de l'Evangile nous avons élevé ce monument expiatoire*».

Qu'est-ce que vous croyez? Les monuments ne servent pas qu'à célébrer le triomphe des vainqueurs et le génie des «conducators». Il en existe aussi, trop peu je vous le concède, qui ont été élevés comme un signe de repentir. A la fois dette de justice à l'égard des victimes du passé mais plus encore rappel qui doit aider les contemporains à ne pas retomber dans les mêmes ornières.

Célébrer le cinqcentième anniversaire de l'arrivée des Européens dans le Nouveau Continent en ne retenant de l'événement que l'aspect «annonce de l'Evangile», faisant l'impasse sur le génocide qui l'a accompagné, est insoutenable. (Je me rappelle de ma profonde déception, lors du voyage de Jean-Paul II à St Domingue, de ne pas trouver dans ses propos un mot de regret sur le passé. J'attendais un geste au moins aussi fort que celui de Willy Brandt au ghetto de Varsovie, en décembre 1970. En vain.)



Sur le monument, on pourrait inscrire un texte écrit par ceux qui n'ont pas eu la parole, par ces Indiens que Bartolomeo de Las Casas aurait préféré voir «infidèles et vivants plus que chrétiens et morts». Par exemple quelques phrases du Chilam Balam: «Pour que vive leur fleur, ils ont abimé et aspiré la fleur des autres...».

Dessous on pourrait exprimer notre conviction forte, sereine, que l'Evangile c'est autre chose; que les Eglises aussi sont autre chose. Ce dont certains, dès la première heure, n'ont cessé de témoigner; ils sont plus nombreux qu'on croit souvent mais, comme tous les perdants, l'histoire peine à retrouver leur trace. Cela, sans donner de leçons à personne: c'est tellement facile de battre sa coulpe sur la poitrine des autres; surtout lorsqu'ils ont vécu des siècles avant nous.

Enfin, au bas du monument, on mentionnerait d'une phrase, notre engagement à préserver, aujourd'hui, la référence chrétienne de toute manipulation. En effet, si hier on a utilisé la religion pour légitimer la conquête «de l'or, du poivre et des âmes», aujourd'hui à quoi l'utilisons-nous? Particulièrement en Suisse où la croix est présente dans tant de symboles de notre prospérité; cette croix qui voulait nous rappeler le dieu exclu qui révèle la grandeur de tous les exclus...

André Fol

«Prête-moi ta plume, pour écrire un mot...»

L'illettrisme au sein de la population suisse *

Depuis quelques années, on doit se rendre à l'évidence: en Suisse aussi il existe des personnes qui ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et l'écriture pour pouvoir déchiffrer les textes de la vie de tous les jours: horaires, plan de ville, affiches, sous- titres de films, publicité, communications officielles, contrats, lettres, menus, prescriptions de sécurité dans les entreprises, etc., ou pour pouvoir répondre à une offre d'emploi.

Des illetrés? Chez nous?

Depuis quelques années on sait qu'il existe en Suisse des jeunes et des adultes qui ne savent pas suffisamment bien lire et écrire pour pouvoir participer à la vie sociale et culturelle de leur milieu, et cela bien qu'ils aient suivi leur scolarité obligatoire.

Dans un premier temps, les réactions ont été empreintes de scepticisme ou d'incompréhension, voire de rejet: d'une part, il est difficilement concevable qu'un jeune ne sache pas lire, écrire et calculer après huit ou neuf ans d'école; d'autre part, on a de la peine à s'imaginer qu'une personne puisse vivre «normalement» avec de telles lacunes, dans un monde dominé par l'écriture.

Dans un second temps, cependant, d'aucuns ont voulu connaître les causes de l'illettrisme et ses conséquences pour les personnes touchées par ce phénomène.

«Lorsqu'il s'est aperçu que je ne savais ni lire, ni écrire, mon chef n'a pas arrêté de m'humilier. J'ai enfin eu le courage de donner mon congé. J'ai trouvé un nouvel emploi; on m'accepte avec mes difficultés d'écriture et je n'ai plus besoin de cacher mes problèmes.»
(Fredi, 48 ans, qui a dix collaborateurs sous ses ordres)

Les causes de l'illettrisme

Nombreux sont ceux qui pensent que l'illettrisme est avant tout dû au fait d'oublier les apprentissages de la lecture et de l'écriture, à cause de l'usage répandu, voire immodéré de téléphone et télévision. Or, une étude européenne menée dans des pays avec un système scolaire semblable au nôtre, révèle que le 14% seulement des analphabètes pris en compte ont perdu les connaissances qu'ils avaient acquises, après avoir quitté l'école.

Pour déceler les causes de l'illettrisme, il nous paraît donc légitime d'esquisser le parcours scolaire des illetrés.

En Suisse, l'école est obligatoire. Lors du recensement fédéral de la population de 1970, 9126 Suisses seulement indiquaient n'être jamais allés à l'école. Une partie d'entre eux en auraient été tout-à-fait capables, mais ils furent placés dans des foyers ne dispensant que peu ou pas de formation, ou restèrent tout simplement à la maison, pour des raisons diverses.

La grande majorité des Suisses illettrés sont donc allés à l'école, parfois cependant de façon irrégulière.

Là aussi, les raisons sont multiples. Certains ont interrompu leur scolarité à cause d'accidents ou de longues maladies, accumulant ainsi un retard jamais résorbé. Il n'était pas rare que les enfants placés dans certains foyers aient dû travailler



en échange de leur hébergement, allant ainsi à l'école de manière irrégulière. Ce n'est fort heureusement plus le cas depuis quelques dizaines d'années.

On trouve encore, cependant, de jeunes illettrés ayant un passé institutionnel, parfois dans des régions linguistiques différentes de leur région natale.

Il était fréquent également, jusqu'aux années 50, que des enfants travaillent à la maison ou ailleurs, ou qu'ils soient placés comme domestiques chez des paysans. Certains d'entre eux ont fréquenté l'école irrégulièrement ou étaient trop fatigués pour profiter de l'enseignement reçu.

Les enfants ayant reboublé plusieurs fois quittent l'école sans avoir suivi la totalité du programme obligatoire; c'est un phénomène qui est également de plus en plus rare de nos jours.

En revanche, l'absentéisme scolaire – qui figure parmi les facteurs relevés dans l'étude européenne mentionnée cidessus – semble moins répandu en Suisse que dans les pays voisins.

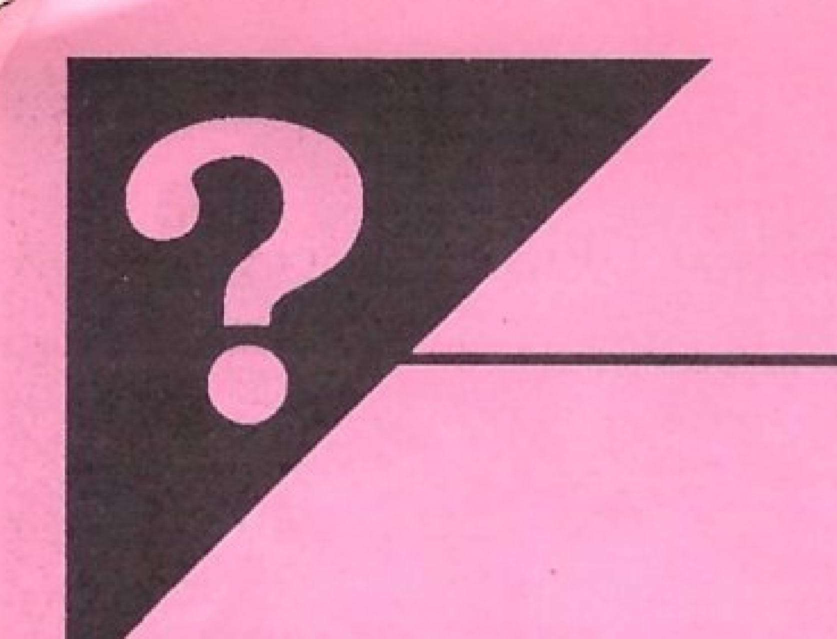
D'une façon générale, chez les jeunes d'aujourd'hui l'illettrisme s'explique de moins en moins par une scolarité irrégulière. Il s'agit donc d'expliquer l'illettrisme, malgré l'école.

Les enfants apprennent d'habitude à lire et à écrire durant les deux premières années d'école; or, dans chaque classe il y a un ou deux élèves qui apprennent moins vite que les autres: ces deux premières années sont pourtant décisives dans le parcours scolaire de l'analphabète et de l'illettré.

Les parents utilisent souvent très peu la langue écrite, et ne stimulent donc pas leurs enfants; divers problèmes d'ordre social et économique créent une ambiance familiale souvent peu propice au travail scolaire; certains enfants, au travers

---

* *Ce texte est tiré d'une brochure qui porte le même nom et qui peut être obtenue à l'Association: Lire et Ecrire, p.a. Brigitte Pythoud, Au Clos, 1580 Oleyres, tél.: 037/75 29 23.*



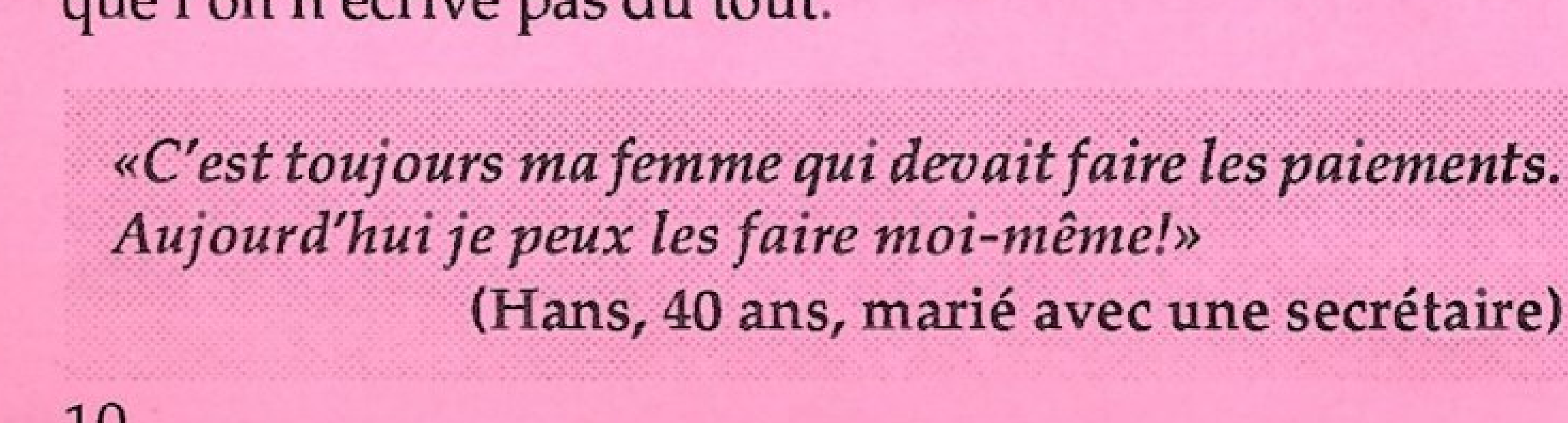
des premiers événements de leur vie, se sont créé une image négative de la vie et d'eux-mêmes; ils se perçoivent sans valeur, incapables et s'attendent à l'échec; certains enfants, qui n'ont pas reçu durant leur prime enfance l'affection dont ils avaient besoin, ont beaucoup de peine à être disponibles pour le travail scolaire; le niveau de connaissances qu'ont les enfants, au début de leur scolarité, est très différent, et souvent il n'en est que peu ou pas tenu compte; plutôt que de dispenser un enseignement axé sur l'individu et adapté aux rythmes et aux capacités de chacun, on utilise des méthodes standard, peu adaptées aux élèves accusant déjà un retard initial; de nombreux illettrés racontent qu'ils ont été l'objet de discriminations de la part de leurs camarades et même de leurs enseignants, voire de leurs parents, qui les considéraient «bêtes» du fait de leur rythme d'apprentissage plus lent.

Il ressort d'autre part, des enquêtes effectuées dans différents cantons, que beaucoup d'enseignants ont des rythmes de travail plus soutenus que ne le prévoit le plan d'études; certains estiment que les enfants ne sont pas tous en mesure d'apprendre à lire et à écrire; dans quelques cas, la formation à l'enseignement de la lecture et de l'écriture est insuffisante.

D'après une expérience tentée à Dübendorf et reprise avec succès au cours de ces dernières années dans d'autres cantons, le nombre d'enfants sachant lire et écrire au bout de trois ans d'école est sensiblement plus élevé si les facteurs mentionnés ci-dessus sont pris fortement en considération, au moyen de mesures appropriées.

En admettant que certains enfants n'aient pas appris à lire et à écrire durant les deux premières années d'école, comment se fait- il qu'une partie d'entre eux n'aient pas comblé ces lacunes, au cours des années suivantes?

Les uns ont été «trainés» jusqu'à la fin de leur scolarité sans soutien individuel (dans ce cas aussi la situation s'est nettement améliorée). Ayant acquis très peu de connaissances, ils les ont oubliées très vite, par manque de pratique ou sous pression de la norme sociale qui veut que l'on écrive bien ou que l'on n'écrive pas du tout.



«C'est toujours ma femme qui devait faire les paiements. Aujourd'hui je peux les faire moi-même!»

(Hans, 40 ans, marié avec une secrétaire)

D'autres ont été pris en charge par des logopédistes; des données manquent malheureusement, qui permettent de savoir combien d'enfants bénéficient de ces soutiens individuels et, surtout, combien d'entre eux comblent leurs lacunes et sont réinsérés dans leur scolarité.

D'autres encore doivent redoubler des classes. Il s'agit ici d'un remède qui peut être bénéfique pour certains, mais qui est aussi ressenti comme humiliant par d'autres, rendant la situation encore plus difficile.

Ce sentiment d'humiliation est également éprouvé par les enfants placés dans des institutions spécialisées ou dans des classes spéciales ou de réadaptation, notamment quand le placement intervient après une ou plusieurs années doublées: ces enfants se sentent souvent définitivement mis à l'écart.

De plus, une enquête menée à Zurich indique que, même dans les classes spécialisées, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture n'est pas satisfaisant: 50% des élèves en classe terminale n'a pas obtenu des résultats suffisants lors d'un test prévu pour la troisième primaire.

Quel qu'ait été le parcours des illettrés, l'apprentissage reste dans leur mémoire comme un enchaînement de découragements et de déceptions, qui ont fait naître le sentiment d'infériorité, d'exclusion ou, en tout cas, d'être déconsidérés. Ils appréhendent bien sûr cette discrimination, de même qu'ils ont peur d'être ridiculisés ou considérés comme des bêtes curieuses. C'est pourquoi ils essaient, autant que possible, de dissimuler leur manque de maîtrise de ces capacités, en évitant toutes situations qui pourraient les trahir.

Lorsqu'ils sont contraints, malgré tout, de lire ou d'écrire ils ont recours à diverses stratégies de dissimulation.

Ce phénomène, né pendant la scolarité, prend encore plus d'ampleur pour les illettrés adultes: ils sont alors contraints de faire appel à des tiers pour gérer leur paperasserie. Ils se retrouvent ainsi en état de dépendance.

Les illettrés ont souvent le sentiment d'être des incapables, et cette image négative de soi s'intensifie au fil des années, confortée par les expériences négatives vécues avec l'écriture, en tant qu'enfant ou qu'adulte, ainsi que par la confrontation quasi quotidienne avec l'importance de la langue écrite dans notre société.

La peur de compromettre leur situation, leur position, ou de perdre leur dignité l'emporte pourtant sur les obstacles qu'ils

UNE ACTION POUR
L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION
LIRE
ET ECRIRE:
UN
PROBLEME
IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR APPRENDRE
ASSOCIATION LIRE ET ECRIRE
ŒUVRE SUISSE D'ENTRAIDE OUVRIÈRE
Téléphone 037/75 29 23 · CCP Genève 12-16791-4

rencontrent tous les jours et les empêche de parler ouvertement de leurs problèmes et de demander de l'aide pour surmonter l'illettrisme.

> *«Je peux aller au restaurant, lire le menu et me commander quelque chose de bon!»*
> **(Anna, 42 ans, qui vivait très isolée)**

Il est primordial de tenir compte de ces éléments lorsqu'on veut venir en aide aux adultes illettrés. Il faut bien sûr qu'ils apprennent à lire et à écrire, mais il convient aussi de travailler sur l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, et de faire en sorte qu'ils sachent réagir face aux situations démoralisantes qui se présentent dans leur vie quotidienne.

Les conséquences de l'illettrisme
Le phénomène de l'illettrisme chez les adultes n'est pas en soi nouveau. Mais pendant des années, les conditions du marché du travail ont permis d'occulter le problème, car une grande partie des illettrés participaient à la vie active de manière satisfaisante.
Il n'a par contre plus été possible d'éluder le problème des dernières années, avec la diminution du nombre d'emplois ne nécessitant pas de qualifications, les transformations structurelles des entreprises et l'émergence du chômage. Cette évolution qualitative oblige en effet de nombreux travailleurs à suivre des cours de perfectionnement ou de recyclage et, par là même, à dévoiler leurs faiblesses. Les demandeurs d'emploi, pour obtenir une place dans le monde du travail, doivent impérativement savoir lire et écrire.
Les illettrés sont également confrontés à toutes sortes de difficultés dans leur vie sociale et privée: leur marge de manœuvre est considérablement réduite et ils ont souvent du mal à faire valoir leurs droits.
Dans le contexte professionnel, les chances des illettrés sont limitées à tous points de vue: il leur est plus difficile de changer d'emploi, voire de le garder et il leur est pratiquement impossible de suivre des cours de formation ou de perfectionnement, ouvrant la voie à une carrière professionnelle.
La participation à la vie quotidienne est grandement compromise, puisqu'ils n'ont pas accès aux supports de l'information: plans de ville, horaires, affiches; ils ne peuvent par ailleurs exercer qu'imparfaitement les droits et devoirs du citoyen; au plan social, le plus souvent ils doivent renoncer à adhérer à des associations ou groupes divers.
Le champ d'action, dans la vie privée, est aussi assez limité: impossibilité de lire les journaux et revues, de consulter les programmes radiophoniques ou TV, d'écrire des lettres, de remplir des formulaires, de conclure des contrats, de s'ouvrir au monde informatique et télématique. Dans le domaine des relations personnelles – parentales, conjugales, amicales ou amoureuses – la crainte d'être «découverts» limite considérablement les possibilités d'épanouissement.
Les conséquences de l'illettrisme, pour les intéressés eux-mêmes, sont par trop évidentes. Mais les réactions des médias, lorsqu'on apprit qu'il y avait en Suisse un nombre important d'illettrés, ont montré que le problème concerne la société toute entière. Ces dernières années la situation professionnelle et sociale est devenue encore plus complexe et s'y orienter devient de plus en plus difficile: la résolution des problèmes sociaux passe inévitablement par la participation de tous. Cela implique des supports d'information et de communication nécessitant la connaissance de la langue écrite.
Savoir lire et écrire est donc un droit de chaque citoyen et garantir ces connaissances est un devoir de chaque société.

> *«Je suis allée en vacances à Majorque et j'ai écrit trente cartes postales!»*
> **(Agnès, 39 ans, qui n'avait pas beaucoup de contacts auparavant)**

L'alphabétisation des adultes
Lorsque, dans notre contexte socio-culturel, des adultes ne savent ni lire, ni écrire, ce n'est plus uniquement le reflet d'un problème cognitif, ni la manifestation d'un manque de facultés: l'analphabétisme fonctionnel influence la façon de vivre des personnes concernées. En d'autres termes, la façon dont ils sentent les choses, dont ils vivent et dont ils se comportent dépend en grande partie des problèmes qu'ils ont connus et connaissent encore du fait de leurs lacunes.

Il ne suffit donc pas, pour résoudre le problème, de se limiter à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Ce que les jeunes écoliers intègrent à leur vie physique et intellectuelle par un processus organique – et qui contribue de façon déterminante à leur développement – les adultes le percevront avec un esprit déjà formé et non imprégné des connaissances de la langue écrite.

C'est pourquoi l'enseignement de la lecture et de l'écriture aux adultes repose sur des bases différentes de celui que nous avons connu durant notre scolarité; les principes de l'éducation des adultes trouvent dans ce contexte toute leur validité:

– *L'analyse des besoins*, permettant, à travers un entretien individuel, non seulement une première connaissance entre formateur et for-



més, mais aussi d'obtenir un maximum d'informations autour du niveau des connaissances et des conditions objectives de la vie individuelle, sociale et professionnelle de l'adulte en formation, ainsi que des stratégies utilisées pour pallier aux lacunes en lecture, écriture et calcul, autour desquelles construire les bases des futurs apprentissages.

«J'ai même du plaisir à écrire des petits textes (souvenirs d'enfance ou autres) pour les autres participants!»
(Beat, 57 ans, qui était très renfermé et timide)

– *La situation de vie* de chaque participant devient le fondement de l'enseignement: le formateur doit tenir compte de ce que les formés ont vécu et appris, ainsi que de leurs facultés d'assimilation. Partir de ce qui est connu pour construire les nouveaux apprentissages permet aussi aux formés de détruire progressivement l'image négative qu'ils ont d'eux-mêmes, en développant la confiance dans leurs propres capacités.

– *L'autodétermination* est également un principe sur lequel construire la formation: échanger ses propres expériences, faire part de ses espoirs et de ses désirs, exprimer ses peurs et ses inhibitions, donner son avis sur le déroulement du cours, permet un ajustement régulier et continu des modes et contenus de la formation à sa propre réalité.

Il s'agit donc non seulement d'apprendre aux illettrés à lire et à écrire, mais surtout de renforcer leur personnalité, leur redonner confiance en eux-mêmes, afin qu'ils puissent agir de manière plus compétente et indépendante dans les divers domaines de leur existence.

Pour reprendre les termes d'une formatrice, l'illettré doit acquérir les compétences nécessaires pour faire ce qu'il n'a jamais osé faire, de peur de ne pas y arriver, et de faire lui-même ce qu'il a toujours fait faire par d'autres.

L'illettrisme est parfois lié à la pauvreté et représente l'un des problèmes rencontrés par les populations défavorisées. Le Mouvement ATD Quart-Monde a procédé à une enquête, au cours de laquelle il a interrogé 137 adultes issus des couches de la population les plus démunies: 17 d'entre eux (le 12,4%) ne savaient pratiquement pas lire ni écrire.

«Demain je vais pouvoir demander mon permis de conduire provisoire!»
(Paul, pour lequel l'examen théorique était un obstacle)

L'Association «Lire et écrire» en Suisse romande

Parallèlement aux activités entreprises en Suisse alémanique, en Suisse romande se développait un intérêt toujours grandissant vis-à-vis de l'illettrisme.

Une première rencontre, en septembre 1987, permit aux participants d'étudier la possibilité de créer, en Suisse romande, une organisation analogue à celle existante en Suisse alémanique. Lors de cette rencontre on constata également qu'on ne se trouvait pas sur un terrain vierge. Plusieurs organismes avaient déjà dénoncé l'existence de l'illettrisme et certains organisaient déjà des cours d'alphabétisation, destinés tout aussi bien aux étrangers qu'aux Suisses: ATD Quart-Monde à Treyvaux, l'Association des familles du Quart-Monde de l'Ouest lausannois à Renens, l'Université Ouvrière et l'Université Populaire à Genève, le Centre de loisirs de l'Union syndicale à Lausanne, le Centre Suisse-immigrés à Fribourg, entre autres.

Afin de réunir tous ces partenaires, ainsi que les personnes qui, à titre individuel et bénévole, se sentaient concernées par ce problème, l'association «Lire et écrire» a été constituée le 25 juin 1988.

Comme l'indiquent ses statuts, elle a pour but

«l'encouragement et la coordination de cours de formation d'adultes qui estiment que leurs capacités de lecture et d'écriture sont insuffisantes. Elle soutient les organismes locaux et régionaux affiliés à l'organisation et à l'animation de ces cours. Elle veille à ce que toute personne puisse avoir accès aux cours proposés et que les différents publics concernés puissent bénéficier de cours adéquats. Elle participe aux actions de prévention de l'analphabétisme et de sensibilisation de l'opinion publique et des autorités à ce problème.»

Ses axes d'action sont les suivants:

– *garantir les liens entre les différentes organisations* et les groupes locaux travaillant dans le domaine de l'alphabétisation, en fournissant notamment les instruments de travail nécessaires à l'organisation des cours;

– *organiser la formation des formateurs* (initiale et continue) par le biais de journées d'échanges et de sessions de formation;

– *créer et actualiser un centre de documentation* afin de fournir du matériel didactique aux formateurs et diffuser une information autour de l'illettrisme (livres, revues, articles, cassettes, vidéo);

– *promouvoir les liens avec les mass-médias* afin d'intensifier la sensibilisation de l'opinion publique autour de l'analphabétisme et de l'illettrisme;

– *mettre en place les moyens de recrutement* permettant aux illettrés de connaître l'existence des cours et de s'y inscrire;

– *réfléchir avec les autorités scolaires* et les autres organismes intéressés aux moyens de prévention de l'analphabétisme et de l'illettrisme.

Depuis les premières rencontres, plusieurs groupes locaux se sont constitués, en vue d'organiser des cours d'alphabétisation dans les cantons romands et bilingues. Actuellement, des groupes sont actifs dans les cantons de Vaud, de Genève, de Fribourg, de Neuchâtel et du Jura.



Retours

Damien CLEMENT; agriculteur, le 30 avril 1990. Il a travaillé durant 5 ans et demi dans le domaine hydraulique dans le diocèse de Maroua au nord-Cameroun, spécialement dans l'aménagement des biefs et des petites retenues d'eau, travail qui s'est étendu au niveau de toute la région.

Son adresse: «En Penau», 1052 Le Mont s/Lausanne.

Alexianne THEYTAZ, ergothérapeute, le 12 juillet 1990. Alexianne s'est engagée durant trois ans à Kingston en Jamaïque, au service de la population du quartier de Trench-Town, se chargeant principalement de la prise en charge des personnes âgées et de leur accompagnement ainsi que de celui des jeunes. Elle a organisé un centre de soins.

Son adresse: Maison Rouge 12, 3960 Sierre.

Naissances

CLAIRE, le 20 juin 1990, chez Catalina et Jean-François CUENNET MAS BUSQUETS, volontaires en Equateur, Casilla 65, Esmeraldas/Equateur.

STEFAN-NIKLAUS, le 9 juillet 1990, chez Ottilia et Gebhard GRAF-EGGER, Birkenstrasse 26, 9240 Uzwil.

EMMANUEL, le 14 juillet 1990, chez Bernadette et Pierre PIGNON-PROGIN, 1138 Villars-sous-Yens.

BRIGITTE FELICITE, le 17 août 1990, chez Marie Jeanne et John CHRISTIN, chemin d'Arbosson, 1867 Ollon.

Décès

Madame Madeleine MONNAY, maman d'Alain MONNAY-GRAF, rte des Cases 28, 1890 St-Maurice.

Madame Sylvia CRETTON, maman d'Hélène LEGEARD-CRETTON, B.P. 19,
F-50390 St-Sauveur-le-Vicomte.

Pour le projet du

Centre pour handicapés de Benoye au Tchad

nous cherchons un ou une

physiothérapheute

pour l'encadrement et la formation des physiothérapeutes tchadiens.



500 ans d'oppression 1492-1992

Les gouvernements européens, l'Espagne en tête et diverses organisations officielles, s'apprêtent à fêter en grandes pompes le «5e Centenaire de la découverte du Nouveau Monde». (= conquête sanguinaire aux dépens de nombreux peuples Amérindiens)

En opposition à ces manifestations qui glorifient la colonisation, un «Comité international pour l'émancipation et l'identité de l'Amérique Latine» s'est créé.

Un Comité régional est en formation, et pour bien commencer, a le plaisir de vous inviter à un GRAND MEETING à Genève avec:

– **Tomas BORGE**, un des fondateurs du Front Sandiniste du Nicaragua.
– **Domitila CHUNGARA**, militante des montagnes minières de Bolivie.
– **Heinz DIETRICH**, professeur à l'Université de Mexico et président du «Comité International Emancipation et Identité de l'Amérique Latine 1492-1992».

mercredi 3 octobre à 20h – Salle du Faubourg – Genève

Pour contact: K. Carrobio (Coordinatrice)
Pl. Chauderon 24 – 1003 Lausanne – 021/24 08 02 – 021/36 27 32

Petit essai

Pour lutter contre la très grande désinformation sur le Nicaragua

On ne résiste pas au besoin de citer quelques chiffres et de reporter quelques témoignages des volontaires GVOM au Nicaragua pour contrer le silence significatif qui s'est abattu sur nos médias concernant le Nicaragua d'après le 25 avril 1990.

Les chiffres

Qui se souvient que le programme électoral de la UNO de Violeta Chamorro et Virgilio Godoy reposait sur une promesse économique simple: en 100 jours: l'inflation sera jugulée, l'économie rétablie et l'aide internationale (lisez américaine) effacera les dégats sandinistes.

Après trois mois de gouvernement UNO le Nicaragua est devenu le pays le plus cher de l'amérique centrale ceci «grâce» aux 32 (oui 32...) dévaluations successives de la monnaie, à la suspension des subsides aux produits de base, au transport et à la santé, à l'augmentation importante des prix de l'eau et de l'électricité.

Le dollar qui valait 53 000 cordobas le 25 avril vaut le 20 août 880 000 cordobas et l'inflation réelle des prix se monte déjà à 700%.

Quand le salaire minimum mensuel représente $50 et que la majorité des salaires ne dépasse pas $100:

Il faut savoir qu'une capsule d'antibiotique peut coûter $1, des examens médicaux (avec rayons X) $185.

Il faut savoir que la facture de l'eau et l'électricité se monte à $13 pour une famille populaire de 4 personnes.

Les témoignages

De la grève générale de juillet, le téléspectateur européen n'aura vu et compris que le visage masqué des activistes armés de la UNO aidant le gouvernement légitime à se défendre des barricades élevées par les méchants sandinistes.

Qui aura su que durant 10 jours la majorité des travailleurs du pays sont entrés en lutte et ont successivement arrêté le travail, occupé les lieux de travail, puis élevé des barricades avec l'appui de la population des quartiers (ceux qui ont voté FSLN comme ceux qui ont voté UNO...) pour empêcher le gouvernement de reprendre les ministères, les usines et les écoles à l'aide des activistes paramilitaires de la UNO et obliger ainsi le gouvernement à prendre en considération leurs revendications: suspension des mesures de privatisation du secteur nationalisé (notamment les fincas), salaire minimum à $200, maintient de la gratuité des transports pour les écoliers, étudiants enseignants, augmentation des budgets de la santé, éducation et justice...

Qui aura su que la police, comme l'armée, auront réussi à déjouer le plan machiavélique du gouvernement qui visait, par son attitude intransigeante, à les lancer de manière répressive contre les grévistes, contre les barricades et contre la population solidaire pour tenter de briser les liens existants entre l'armée, la police et le peuple travailleur.

La police et l'armée, toujours composée en majorité par les fonctionnaires, les soldats et officiers instruits et forgés par l'expérience populaire de la révolution sandiniste ont refusé de tirer contre le peuple, ont démontré une grande maturité (ils ont réussi à démonter les barricades sans violence), une belle fraternité avec le peuple et permis ainsi que le pays ne bascule pas dans la guerre civile... voulue par une partie de la UNO afin de déclencher (enfin?) l'intervention armée des USA.



En écho à notre message paru dans le dernier numéro, nous avons reçu une réaction d'un de nos lecteurs au texte de Bernard Bavaud de la page 1 du no 5. Nous vous reproduisons cette lettre dans son intégralité et espérons que d'autres lecteurs prendront la plume dans l'avenir.

Michel Zahnd
1323 Romainmôtier
(du Gr. GVOM)

Le 29 juillet 1990

A Bernard Bavaud,

«Si nos rêves...»

J'aime ce que vous dites, et le ton, et la manière tranquille de ce billet.

Mais, pourtant... «De braves gens, d'honorables citoyens! Mais obligés de jouer leur rôle! OBLIGES, par qui, par quoi, par leur conscience? Ou parce qu'ils acceptent d'être des polichinels?

N'était-ce pas – et n'est-ce pas encore – l'argumentation de la défense de policiers brutaux, de SS, de Sécuritate, d'armée, d'ailleurs et de chez nous pour justifier n'importe quel acte, au nom de la loi? de l'ordre? etc.?

Alors je dis NON, ils ne sont ni braves ni honorables. Appliquez une loi lorsqu'elle n'est pas «légitime» n'est qu'une tâche facilitée ou une facile lâcheté. Hélas! Une de plus sur la longue et honteuse liste helvétique.

Quand donc des citoyens responsables en leur âme et conscience, se lèveront-ils pour rappeler à ce peuple et à ses autorités que, seuls les sentiments humains de respect de l'autre – blanc, noir ou jaune –, la tolérance, l'accueil, la compréhension, le partage, peuvent nous sortir de notre bourbier, nous grandir, nous sauver.

Cela serait «être brave» profondément. Obéir à l'injustice, parce qu'elle est légalisée n'est pas honorable. C'est honteux. Ceci est mon billet. Libre à vous de le publier ou le jeter, car c'est aussi une partie importante de mon credo!

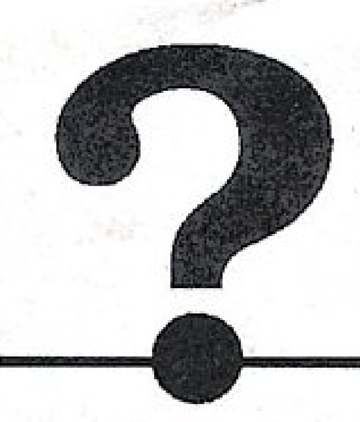
Bien amicalement vôtre

Michel Zahnd

C'est l'histoire de quatre personnes qui s'appelaient: tout le monde, quelqu'un, chacun et personne. Il y avait un travail important à accomplir et tout le monde était sûr que quelqu'un le ferait. Chacun aurait pu le faire mais personne ne l'a fait.

Quelqu'un se mit en colère parce que c'était le travail de tout le monde. Tout le monde pensait que chacun pouvait le faire mais personne ne réalisa que tout le monde ne le ferait pas.

Cela se termina par le fait que tout le monde adressa des reproches à quelqu'un alors que personne ne fit ce que chacun aurait pu faire.



L'une de nos membres, ayant appris par hasard l'action réalisée par deux dentistes et un architecte suisses au Mali, a souhaité vous en faire part.

Q.: Comment vous est venue l'idée de ce projet, quand a-t-il été créé et où se trouve-t-il?

R.: L'idée a pris corps à l'instigation d'un missionnaire Belge, le Père Rouling, qui nous a parlé du Mali et de son dénuement.

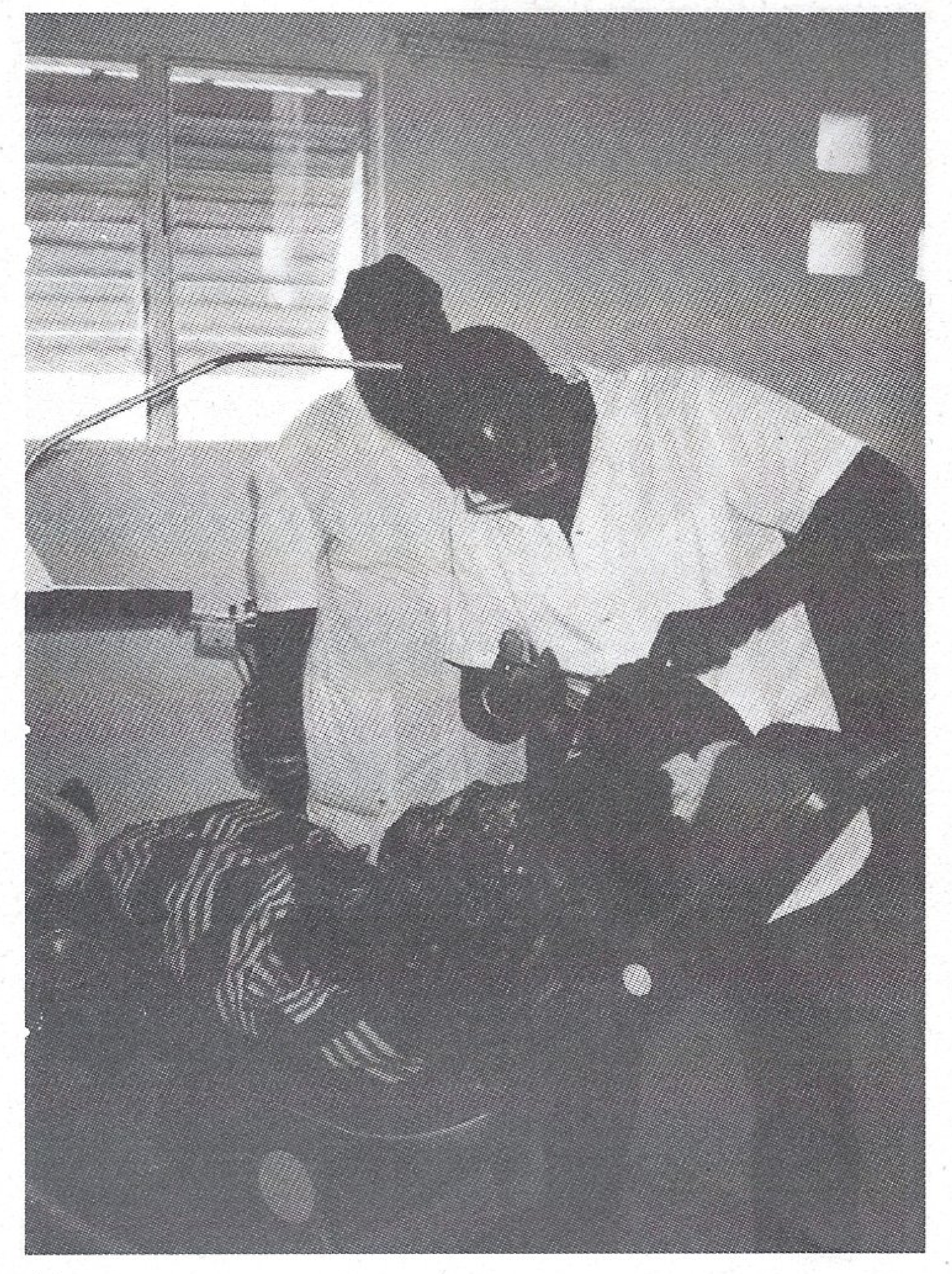
Nous sommes allés au Mali pour la première fois en juillet 1988 et l'ACDAM a été créée en novembre 1988. Le centre se trouve à Baroueli, au Mali. Petite ville d'environ 30'000 habitants située à 170 km de Bamako, en brousse.

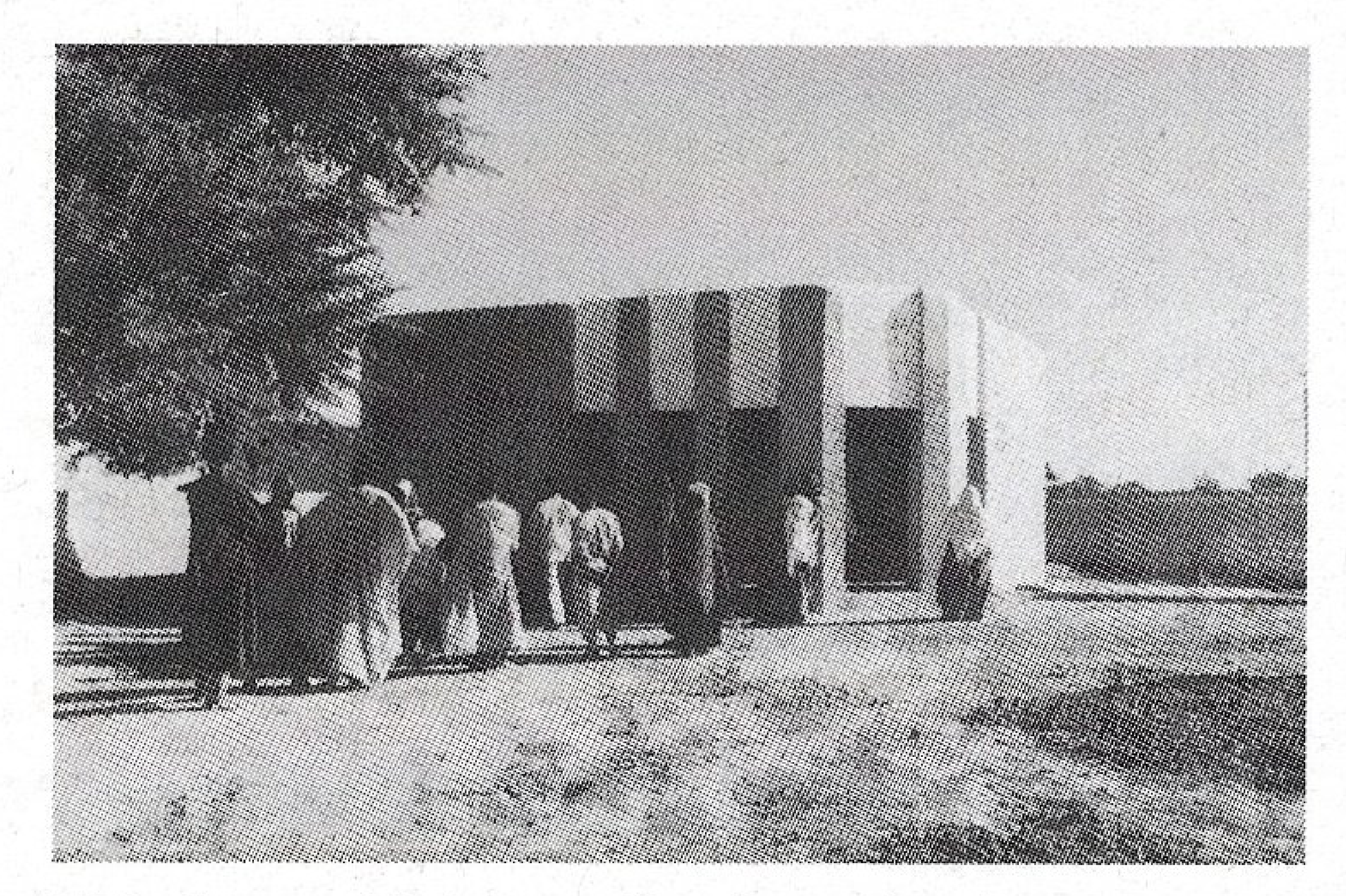
Q.: Vous avez créé l'A.C.D.A.M., de quoi s'agit-il?

R.: L'A.C.D.A.M. est une association sans but lucratif dont le nom exact est le suivant: Association pour des Centres Dentaires au Mali.

Les membres de cette association sont des bénévoles. En Suisse, il s'agit de deux médecins dentistes (J.-J. Tschumi de Corbeyrier et J. Grivel de Choulex), un architecte (R. Gerster de Corseaux/Vevey), et une fiduciaire qui est l'organe de contrôle financier (Simon SA à Vevey).

L'infirmier spécialisé au travail.





Visite des autorités de Baroueli au Centre dentaire.

Au Mali, elle est représentée par un Malien, le directeur administratif de l'Institut Marchoux à Bamako (Mamadou Hamet Cissé).

Les buts de l'ACDAM ont été dans un premier temps de réaliser un centre dentaire dans une région du Mali qui n'en comporte pas.

Ensuite créer des échanges entre le personnel malien qui travaille dans ce centre et la section de médecine dentaire de l'Université de Genève (stages de perfectionnement) et, simultanément, d'organiser une campagne de prophylaxie dans les écoles de Baroueli.

Q.: Comment l'ACDAM est-elle financée?

R.: Grâce à la grande générosité de plusieurs Communes genevoises, de fournisseurs d'instruments dentaires, de la Société suisse d'Odonto-stomatologie, de la Chaîne du Bonheur et de diverses entreprises, l'ACDAM a presque couvert les frais de construction et d'installation du Centre dentaire.

L'appui précieux d'une équipe d'amis qui entoure les initiateurs du projet et qui participe au moyen d'une ou plusieurs parts de 8.– par mois permet à l'ACDAM d'assurer une partie des frais de fonctionnement.

Q.: Où en est à ce jour la réalisation des différents buts du projet initial?

R.: L'ACDAM a signé une Convention (en avril 1989) avec le Ministère malien de la Santé et a obtenu le statut d'O.N.G (Organisation non gouvernementale) qui lui permet de travailler au Mali. La construction du Centre a alors pu débuter et ce dernier a été inauguré le 1er janvier 1990. Un infirmier spécialisé en soins élémentaires dentaires y travaille depuis lors.



Château d'eau qui alimente le Centre dentaire et le Centre de santé qui n'avait pas jusqu'alors d'eau courante.

Le deuxième but, soit les stages de perfectionnement à Genève est en voie de réalisation puisqu'il ne manque qu'une demande émanant du Ministère malien de la Santé à l'Institut de Médecine dentaire pour que l'ACDAM organise un séjour de trois mois en cet Institut de Genève, qui a déjà donné son accord à la venue de l'infirmier malien qui travaille au Centre dentaire de Barouéli.

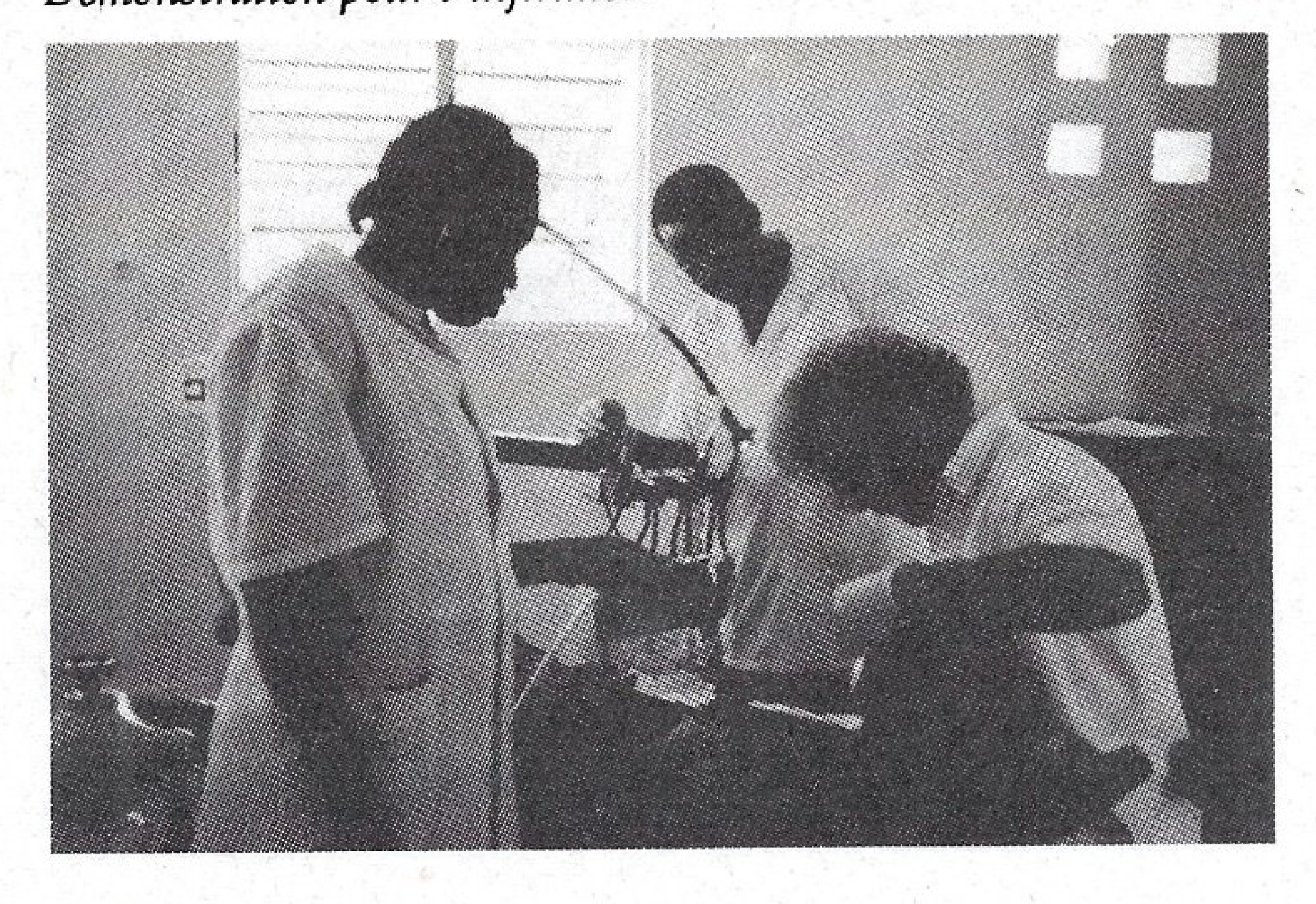
La campagne de prophylaxie dans les écoles de Barouéli a déjà commencé. En effet, au cours de nos voyages au Mali nous initions l'infirmier et son aide dentaire à la démonstration d'une bonne hygiène dentaire en allant ensemble devant les classes. Pendant son séjour à Genève l'infirmier suivra les cours à l'Ecole des Hygiénistes-dentaires.

Les personnes qui, suite à ce survol souhaiteraient des informations complémentaires, peuvent s'adresser à:

Pro-ACDAM, Case postale 22, 1856 Corbeyrier.

Interview recueillie par Marie-Claire Suchet

Démonstration pour l'infirmier.





Elisabeth Simon est laborantine. De 1986 à 1989 elle a développé des centres sanitaires au Népal, en «service solidaire» d'Eiréné. A peine rentrée en Suisse, la voici qui repart... au Tchad, toujours avec Eiréné.

Chers Amis,

Voilà déjà six semaines que je suis arrivée au Tchad.

Le Tchad, vous connaissez?

Cet immense pays se fait connaître périodiquement en Europe par ses famines, guerres, sécheresses et autres calamités, mais est très peu connu pour ses valeurs traditionnelles qui pourtant nous interpellent: par exemple l'accueil de l'étranger.

Immense... 30 fois la superficie de la Suisse pour le même nombre d'habitants.

Cette immensité se devine déjà à l'arrivée à N'Djamena la capitale. Horizons infinis, plats, couleur de sable. C'est la saison la plus chaude de l'année. La température varie entre 40 et 47 degrés la journée. Il faudra attendre les premières pluies pour voir le thermomètre descendre au-dessous de 30 degrés.

N'Djamena n'a rien d'une capitale, si ce n'est quelques bâtiments administratifs lézardés ou à moitié reconstruits après les conflits des années 80. Le reste de la ville se compose de quartiers/villages reliés par des routes qui n'ont de routes que le nom et qui donnent une idée des pistes à l'intérieur du pays. Peu de trafic, la ville est calme, il y a des rumeurs de conflits à la frontière est. Pas le temps de flâner dans les marchés très colorés et attrayants, (je reviendrai); j'ai pris mon véhicule et je suis partie très vite pour Djoumane, 320 km au sud, la zone de mon futur travail.

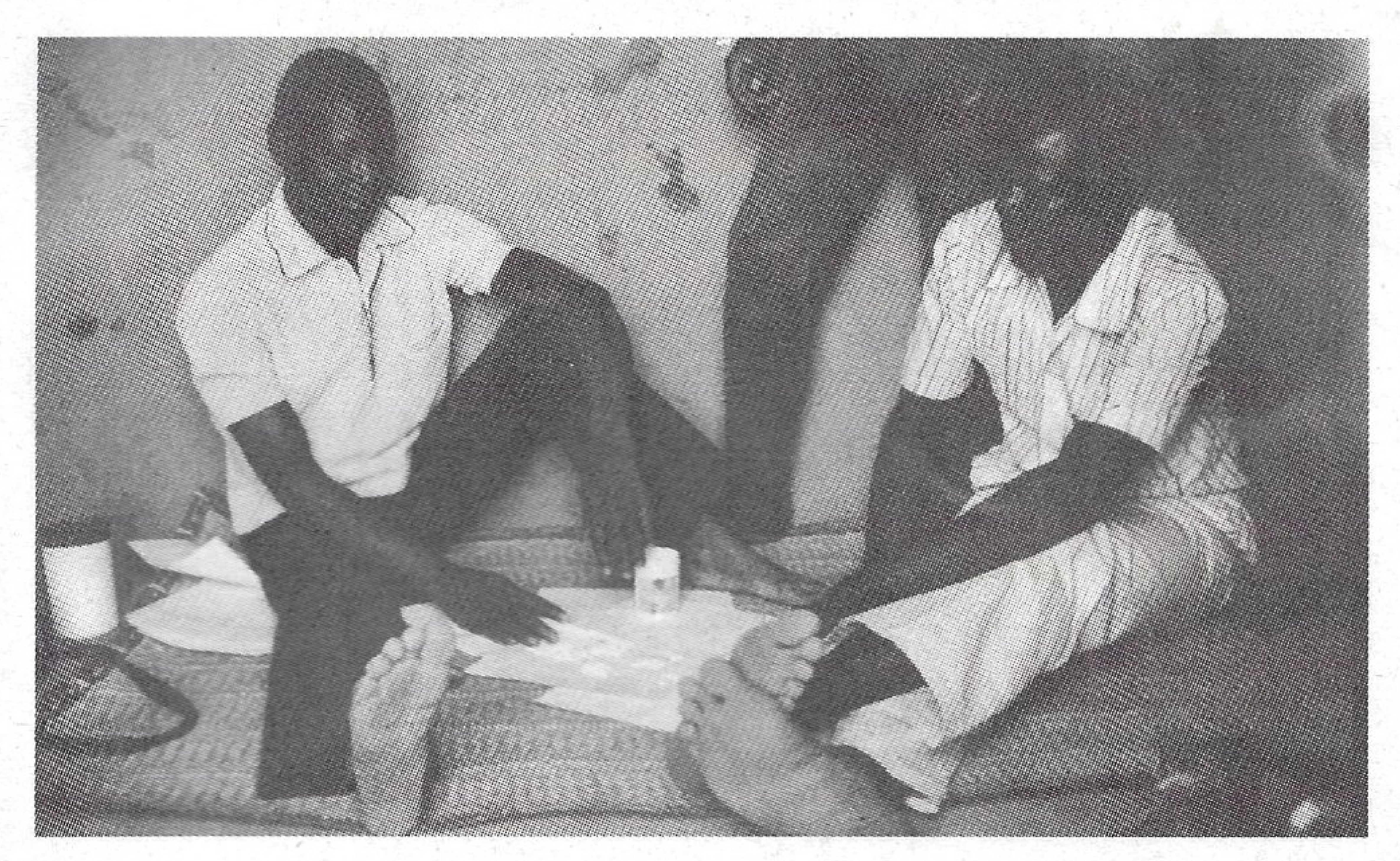
Paysage de désert et de savane. Tout est sec, pas de culture à cette période de l'année. On trouve de grandes étendues plates, peu de villages. On rencontre des troupeaux de chèvres et de bœufs, quelques dromadaires même. Peu d'arbres, des épineux, des étendues dévastées par des feux de brousse. Les vieux se souviennent de forêts luxuriantes peuplées d'animaux sauvages. Ici aussi l'homme a détruit la nature et le désert avance toujours plus.

Djoumane: petite bourgade de 1800 habitants située au bord du fleuve Logone. Des cases faites en briques de boue séchée, recouvertes de toits de paille et regroupées par familles.

Accueil chaleureux: les femmes ont apporté la boule: plat de mil recouvert d'une calebasse décorée et sauce de poulet, poisson ou même chèvre les jours de fête. Les gens

Le marché à Djoumane.





Contrôle des médicaments dans une pharmacie de village

sont gais, les rires fusent. Les soirs de lune on entend le tam-tam et les enfants commencent la danse, un peu plus tard les adultes les rejoignent. Les gens vivent au rythme du travail des champs. Ils cultivent le mil principalement, un peu de riz au bord du fleuve et un peu de maïs et de taros (sorte de tubercules). Abondance après les pluies, sécheresse ensuite, catastrophe si la saison suivante est mauvaise ou retardée... On me parle de difficultés de stockage de la nourriture. Non, ce n'est pas un problème technique, les connaissances traditionnelles sont bien là et heureusement utilisées pour la construction du grenier. Mais il y a la maladie, un mariage, la mort, une malchance dans un marché et la famille a besoin d'argent, le mil sert de monnaie d'échange; ou bien la récolte est insuffisante à cause de l'inondation ou de l'invasion de sauterelles.

Mais dans la région les villageois s'organisent. Les gens se regroupent pour discuter de leurs problèmes. Malgré le peu d'argent dont ils disposent, ils arrivent à constituer une caisse communautaire et à décider d'une réalisation pour leur village: construction de puits, jardins, greniers communautaires, pharmacies villageoises. Il faut soutenir et encourager ces initiatives, c'est mon travail.

Pour les pharmacies, les villageois construisent d'abord une case de santé puis choisissent des agents de santé, des gens qui apprendront des soins simples et pourront envoyer un malade grave à l'hôpital. Ils seront les conseillers des familles pour la santé des enfants. Des accoucheuses traditionnelles sont formées pour la surveillance de la grossesse et elles apprennent à faire les soins hygiéniques du cordon lors de l'accouchement dans la case familiale.

Le paludisme est endémique ici, il y a les infections diverses des parasites et la malnutrition. La rareté de l'eau est le problème principal des populations éloignées du fleuve.

Des volontaires italiens assurent le soutien pour la construction de puits et pour l'agriculture, une bonne collaboration s'est déjà instaurée.

Toutes ces activités ne se font pas sans difficulté: un puits se dessèche, un jardin est piétiné par les troupeaux, manque de médicaments au village car la caisse est vide (mauvaise gestion). Alors les villageois seront-ils prêts à tout recommencer? L'hôpital situé à 10 km de Djoumane, soutenu par des Eglises évangéliques, fait un excellent travail. Un médecin européen et des infirmiers Tchadiens assurent les consultations et les soins aux malades. Ces infirmiers se débrouillent sans problèmes pour opérer une appendicite ou une césarienne parfois dans des conditions difficiles. Rien à voir avec nos hôpitaux aseptisés où le malade est entouré d'appareils sophistiqués. L'hôpital est un village de cases et de campements de paille, le malade vient avec sa famille plus chèvres et poules pour se nourrir. La salle d'opération ne résiste pas au sable lors d'une tempête, ni au passage de lézards, sauterelles ou souris. Il faut s'approvisionner de médicaments en Europe, prévoir les ruptures de stock en cas de routes coupées. Il est surtout nécessaire de former du personnel local pour la prévention, les vaccinations, diagnostics, soins. Là aussi, une partie de ce travail m'attend.

J'ai aussi beaucoup à apprendre de ces infirmiers, sages-femmes, et agents de santé des villages. Ces derniers sont souvent des sages choisis par leur communauté. Certains connaissent les herbes et les racines médicinales, richesses traditionnelles à préserver.

Je m'introduis doucement dans ces différents groupes, il ne faut pas choquer sans pour cela cacher nos différences, mais au contraire il faut en parler, échanger.

Je termine cette lettre au coucher du soleil, majestueux sur la ligne droite de l'horizon, qui fait briller la courbe du fleuve, loin vers le nord.

De l'autre côté de la rive, des arabes semi-nomades font paître leurs troupeaux. L'herbe repousse un peu car les premières pluies sont tombées et dans quelques semaines tout sera vert.

Elisabeth Simon

Tiré de: «*Si tous les enfants du Monde*» par les enfants de plus de cinquante pays. Présenté par Roger Gicquel.

DIS!... TU M'ÉCOUTES?

Je pense que toutes les lois doivent être réécrites depuis le début. C'est ce que je ferais si je gouvernais le monde pendant quelque temps. Je recommencerais tout depuis le début.

Margarita Lianopoulos, 8 ans, Grèce

Je dirais : "Je ne veux pas de pollution, aucune usine ne doit rejeter ses déchets dans les rivières et tuer les plantes et les êtres vivants". Et si c'était vrai, je bondirais et je crierais : "Monde, tu as fait ce que je te disais, Monde, je t'aime".

Ana Mari Wohr, 9 ans, Espagne

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Grand-rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle

J.A.